

## ESR : le printemps des luttes

Mars 2026

**Réduction de 10% de l'offre de formation à Lyon 2. Suppression de 700 places étudiantes à Rouen. Gel de 30% de la campagne emplois à Toulouse Jean Jaurès. 280 contractuels et vacataires pourraient perdre leur emploi à Amiens. 30% de postes précaires en plus à l'ENS Lyon en une seule année. À Pau, un départ sur deux non remplacé chez les BIATSS, un départ sur trois chez les enseignants. À Angers, aucun recrutement de titulaire sur les postes d'enseignants vacants. Réduction de 20% du budget de fonctionnement à Bordeaux Montaigne. À Grenoble, doublement des loyers des laboratoires de recherche, en prévision des coupes budgétaires à l'université...**

Tout ceci – quelques exemples piochés parmi les dizaines de témoignages de toute la France – participe d'une même logique organisée par le gouvernement : **l'État se désengage progressivement de l'ESR public**, préférant utiliser l'argent public dont l'ESR a cruellement besoin pour le CIR (Crédit Impôt Recherche, plus de 7Md€ par an de cadeaux fiscaux aux entreprises) ou pour l'apprentissage (manne de 22 Md€ par an qui profite essentiellement à l'ESR privé à but lucratif), afin de continuer l'immense gaspillage d'argent public que constituent les 211 Mds€ (1/3 des recettes de l'État) d'aide publique aux entreprises sans contrepartie.

**Aux universités ou écoles qui soulignent leurs difficultés budgétaires, le ministère répond "COMP 100%", "appels à projets européens" et "développement des ressources propres" – l'éléphant dans la pièce étant la hausse des frais d'inscription.**

Il choisit aussi d'organiser des "Assises du financement des universités", vaste opération de diversion pour éviter de répondre au manque de moyens criant dans les établissements publics dont le gouvernement a la responsabilité.

Les conséquences du sous-financement sont pourtant largement visibles. **Il manque 8 Md€ pour l'enseignement supérieur et 8 Md€ pour la recherche publique** afin notamment de consacrer 1% du PIB à la dépense intérieure de recherche des administrations. Depuis 15 ans, le désengagement de l'État est patent et les conséquences se font sentir dans tous nos établissements en matière de formation, de recherche, de conditions de travail dégradées, de précarité accrue des personnels et des étudiant-es. Sur cette période, le nombre d'étudiant-es a progressé de 19 % tandis que le ministère maintenait au même niveau, en euros constants, sa subvention pour charge de service public. Les établissements se résignent à fermer des formations et à réduire les capacités d'accueil.

**La logique est la même pour ce secteur essentiel qu'est la formation des enseignants du 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degré** : une réforme mise en place dans l'urgence et à moyens constants. Bilan : 20 % des départements n'ouvriront pas de licence Professeur des Écoles, des parcours entiers sont menacés ou fermés. Dans de nombreuses académies et disciplines, les Master Enseignement et Éducation n'ouvriront pas de places – ou très peu – pour les candidat-es n'ayant pas réussi le concours. En EPS, près de 2000 étudiant-es de L3 risquent ainsi de se retrouver sans solution de poursuite d'études en cas d'échec, situation qui se retrouvera aussi pour les candidat-es au CRPE et à de nombreux concours du second degré. Faute de parcours non-lauréat-es et de prépas concours publiques, les étudiant-es sont poussés vers des formations privées, coûteuses et inégalitaires.

Pour tenter d'amadouer les étudiant-es, le gouvernement annonce la généralisation du repas à 1€. Mais là encore, une annonce démagogique car **les CROUS sont déjà en surchauffe** et n'auront pas les moyens d'accueillir davantage d'usager-es dans des restaurants universitaires déjà saturés.

Tout cela sur fond de baisse d'attractivité du secteur. Pas étonnant quand on voit que **les personnels de l'ESR ont perdu 30% de leur pouvoir d'achat en 25 ans, soit une perte de 550 € à 1900 € mensuels**, que les contractuels n'ont quasiment aucune évolution de carrière, et que l'indemnitaire est le plus bas de toute la Fonction publique.

## **Face à ces annonces, les mobilisations fleurissent sur les campus, c'est le printemps des luttes !**

De nombreuses AG et rassemblements sur les campus se tiennent pour protester contre les restrictions budgétaires, le gel des postes, la réduction de l'offre de formation. Quelques-unes des nombreuses dates annoncées :

- Depuis janvier, un mouvement de rétention des notes est en cours à Paris 1 pour protester contre la hausse des frais d'inscription pour les étudiants extracommunautaires.
- Du 9 au 13 mars, semaine de mobilisation à Nantes pour lutter contre la précarité
- 10 mars, mobilisation nationale contre la baisse du budget de l'ESR
- 24 mars, rassemblement devant le Museum pour soutenir les bibliothécaires en grève depuis le 31 janvier
- 24 mars, rassemblement à Gustave Eiffel contre le licenciement d'une doctorante qui a dénoncé des violences sexistes et sexuelles
- 24 mars, nouvelle AG à Bordeaux Montaigne pour protester contre les coupes budgétaires massives qui frappent l'établissement
- 24 mars, journée nationale de mobilisation pour la formation des enseignants
- 26 mars, deuxième journée nationale de mobilisation contre la baisse du budget de l'ESR
- 2 avril, grève des personnels des CROUS
- 2 avril, rassemblement à Paris 1 pour protester contre les choix budgétaires de la présidence au détriment du service public de l'ESR
- 10 avril, mobilisation à Lyon 2 contre la réduction de l'offre de formation.

**C'est la seule réponse qui reste aux collègues face à la politique antisociale de ce gouvernement minoritaire et autoritaire qui n'écoute que le patronat et qui défend les seuls intérêts des milliardaires.**

**Partout, la CGT FERC Sup se tiendra au côté des collègues mobilisés, pour défendre nos intérêts de travailleurs et de travailleuses.**